

## Historical Papers

# Immigration et santé publique : Lowell, Massachusetts, 1865-1890

Martin Tétreault

---

Montréal 1985  
Volume 20, numéro 1, 1985

URI : [id.erudit.org/iderudit/030931ar](https://id.erudit.org/iderudit/030931ar)  
<https://doi.org/10.7202/030931ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

### Éditeur(s)

The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada

ISSN 0068-8878 (imprimé)  
1712-9109 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

### Citer cet article

Tétreault, M. (1985). Immigration et santé publique : Lowell, Massachusetts, 1865-1890. *Historical Papers*, 20(1), 29-44.  
<https://doi.org/10.7202/030931ar>

---

### Résumé de l'article

Le XIX<sup>e</sup> siècle nord-américain a connu plusieurs maladies à caractère épidémique au nombre desquelles il faut compter la variole. Cette dernière maladie, à cause de son taux élevé de létalité et la célérité avec laquelle elle se propage, soulève la crainte parmi les populations. Les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre devront de toute nécessité organiser la lutte contre ces fléaux. Nous étudions spécialement le cas d'une ville du Massachusetts: Lowell entre 1865 et 1890. Cette dernière ville a dû faire face à la menace permanente d'apparition de la variole en raison du fait qu'elle était le point de destination de nombreux immigrants canadiens en provenance de régions où sévissait la variole à l'état endémique. À Montréal en 1885, la variole prend soudainement les proportions d'une épidémie. Comme cette ville est reliée au nord-est américain par le réseau ferroviaire, le New Hampshire, l'état le plus immédiatement menacé, organisera conjointement avec le U.S. Marine Hospital Service, la protection des états de la Nouvelle-Angleterre.

All rights reserved © The Canadian Historical Association/La Société historique du Canada, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

---

**érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. [www.erudit.org](http://www.erudit.org)

# Immigration et santé publique: Lowell, Massachusetts, 1865–1890

MARTIN TÉTREAULT

## Résumé

*Le XIX<sup>e</sup> siècle nord-américain a connu plusieurs maladies à caractère épidémique au nombre desquelles il faut compter la variole. Cette dernière maladie, à cause de son taux élevé de létalité et la célérité avec laquelle elle se propage, soulève la crainte parmi les populations. Les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre devront de toute nécessité organiser la lutte contre ces fléaux. Nous étudions spécialement le cas d'une ville du Massachusetts: Lowell entre 1865 et 1890. Cette dernière ville a dû faire face à la menace permanente d'apparition de la variole en raison du fait qu'elle était le point de destination de nombreux immigrants canadiens en provenance de régions où sévissait la variole à l'état endémique.*

*À Montréal en 1885, la variole prend soudainement les proportions d'une épidémie. Comme cette ville est reliée au nord-est américain par le réseau ferroviaire, le New Hampshire, l'état le plus immédiatement menacé, organisera conjointement avec le U.S. Marine Hospital Service, la protection des états de la Nouvelle-Angleterre.*

\* \* \* \*

*During the nineteenth century, North America experienced many epidemics, among them of smallpox. The high mortality rate it caused and the speed with which it spread terrified the populace. Industrial towns in New England were particularly concerned with prevention. This paper looks at one case study, Lowell, Massachusetts between 1865 and 1890. This community was particularly prone to outbreaks of smallpox because it was the destination of many Canadian immigrants who came from regions where the disease was endemic.*

*In Montreal during 1885, smallpox suddenly reached epidemic proportions. The city's rail connections with the American northeast forced the state of New Hampshire — the area most directly affected — to organize a large-scale prevention campaign with the U.S. Marine Hospital Service for the New England states.*

Les épidémies peut-être plus que tout autre phénomène ont marqué l'histoire de la santé publique. Le phénomène de la contagion épidémique prend, de toute évidence, une importance incalculable dans une ville manufacturière: de par ses larges regroupements de population que constituent ses nombreuses filatures et ses "tenements" ouvriers surpeuplés, la ville de Lowell offre un potentiel de risque de contagion épidémique particulièrement élevé. Il s'avère donc de la toute première importance pour les centres industriels de la Nouvelle-Angleterre de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle de viser

l'éradication, ou à tout le moins le contrôle, de toute maladie contagieuse mortelle. Nous nous pencherons sur la plus meurtrière des maladies épidémiques que le XIXe siècle aie connu: la variole.

## VARIOLE ET IMMIGRATION

Avant la Révolution le Massachusetts a vu plus d'une dizaine d'épidémies varioliques, de virulence variable, s'abattre sur sa population. La plus meurtrière, celle de Boston en 1721 emportait avec elle près de 900 personnes, soit 8 pour cent de la population totale de la ville<sup>1</sup>. Plus près de la période qui nous occupe, soit de 1851 à 1884, 4 876 habitants du Massachusetts moururent des suites de cette maladie<sup>2</sup>. On craignait la variole comme la peste et, n'eût été des visites répétées du choléra en Amérique du nord en 1832, 1849 et 1866, c'est certainement la variole qui aurait été appelée la "peste du XIXe siècle".

Le discours médical a peine à trouver d'expressions assez fortes pour signifier l'horreur que la variole inspire; on l'appelle "the dread scourge"<sup>3</sup>, "the frightful disease"<sup>4</sup>, "an horrid pestilence"<sup>5</sup>, "a loathsome disease"<sup>6</sup> et pour les francophones de la ville, la variole est "une maladie contagieuse effroyable"<sup>7</sup>. On observe qu'une attaque variolique: "in the amount of actual suffering, in the repulsiveness, in the intolerable odor, and in the subsequent disfigurement far exceeds any of other infectious diseases"<sup>8</sup>.

Au Massachusetts, durant le dernier tiers du XIXe siècle, l'origine de la variole est généralement associée à l'un des trois facteurs suivants: "contagion from immigrants at our ports; paper rags; and the Canadian immigration by land"<sup>9</sup>. Lowell n'est pas une ville portuaire et ne possède aucun moulin de pâtes et papier. Par contre, les arrivages par train, d'immigrants canadiens-français est chose quotidienne; d'une part.

D'autre part, la quasi totalité des médecins siégeant sur les comités des divers Bureaux de santé de l'état, s'entendent sur le fait que la vaccination anti-variolique

- 
1. Voir Daniel Boorstin, *The Americans. The Colonial Experience* (New York; Vintage, 1958), pp. 224–225 ainsi que *Annual Report of the State Board of Health of Massachusetts* (désormais *ARSBHM*) 1895–1896, p. 772.
  2. *Annual Report of the State Board of Health, Lunacy and Charity of Massachusetts* (désormais *ARBHLCM*), 1884, p. LV1.
  3. "A Specific for Small-Pox?" *Massachusetts Eclectic Medical Journal*, (désormais *MEMJ*) 5 (octobre 1885), p. 476.
  4. "Medical Miscellany", *Boston Medical and Surgical Journal*, (désormais *BMSJ*) 82 (mai 1870), p. 368.
  5. "Smallpox in Canada and Massachusetts", *BMSJ*, 113 (septembre 1885), 261.
  6. George Derby, "Smallpox in Massachusetts", *ARSBHM*, (1871), p. 300.
  7. *L'Étoile* (Lowell), 4 janvier 1894.
  8. J.H. McCollom, "Observations on the Suppression of Infectious Diseases", *BMSJ*, 125 (août 1891), p. 129.
  9. *ARBHLCM*, (1882), p. L.

constitue la seule garantie contre la terrible maladie. Le secrétaire du State Board of Health du Massachusetts affirmait, dès 1871 que: “The first way [to be protected from small-pox] is vaccination, it needs no defence from us”<sup>10</sup>. On tient le même langage à Lowell: “The only means of prevention are vaccination. . . . That there may be no excuse, even among the poor, the Board of Health have made provision whereby this can be done free of expense”<sup>11</sup>.

Lorsque la ville de Lowell a vu apparaître la variole à l’état épidémique en 1871 et qu’elle eût décrété la vaccination obligatoire, quelques citoyens avaient refusé la vaccination. Les pouvoirs législatifs et judiciaires ne furent pas longs à intervenir: “Our legislature. . . framed a law commanding the operation [vaccination] and attached a penalty to its neglect”<sup>12</sup>. Les contrevenants étaient poursuivis en justice.

Les employés des diverses manufactures et filatures de l’état faisaient l’objet d’une surveillance plus étroite encore. En vertu de la loi, tous les ouvriers des filatures de Lowell devaient être vaccinés contre la variole. En 1880, le Bureau de santé de Lowell faisait parvenir sous forme de lettre circulaire, à toutes les compagnies manufacturières de la ville, copie d’une loi de l’état ordonnant que “Incorporated manufacturing companies. . . shall at the expense of their respective establishments or institutions, cause all inmates thereof to be vaccinated immediately upon their entrance thereto, unless they produce sufficient evidence of previous successful vaccination within five years”<sup>13</sup>. En 1871 la législature du Massachusetts revêtait toutes les municipalités de l’état du pouvoir de voter par l’entremise de leur Bureau de santé, un règlement décrétant obligatoire la vaccination anti-variologique<sup>14</sup>.

S’il n’y a pas eu au Massachusetts de mouvement anti-vaccination organisé ni de bruyantes dissensions à l’intérieur du corps médical à ce sujet, il n’en demeure pas moins que le discours médical dénonce opiniâtrement une partie de la population d’être, soit réfractaire à la vaccination ou de n’être pas vaccinée et partant, d’être ainsi responsable de la propagation des épidémies. Où les retrouve-t-on? Un médecin de l’état écrit que “The unvaccinated persons are found chiefly among the ignorant, the improvident, or the nomad classes, those generally living in the ill-favored tenement-house quarters of cities or in manufacturing districts”<sup>15</sup>. Pour les contemporains, durant les années 1870–1880, les immigrants non vaccinés au Massachusetts sont invariablement des Canadiens français. Le secrétaire du State Board of Health reliait la prévalence de la variole à Lowell et à Holyoke en 1871 au fait que ces deux villes “have a large foreign population of young persons, including many French Canadians. These

---

10. *ARSBHM*, (1871), p. 303.

11. *Annual Report of the Board of Health of the City of Lowell* (désormais *ARBHCL*), (1882), p. 9.

12. *Ibid.*, p. 9.

13. *ARBHCL*, (1880), p. 5.

14. George Derby, “Smallpox in Massachusetts”, *ARSBHM*, (1871), 303.

15. Z.B. Adams, “Neglect of Vaccination. How Shall we Treat it?”, *ARBHCLM*, (1880), pp. 180–181.

people are notoriously perverse in refusing vaccination". La menace est d'autant plus grande prétend le secrétaire que "When they are sick with small-pox they conceal if possible the nature of their diseases"<sup>16</sup>. Le même auteur cite les témoignages d'autres médecins de l'état: celui-ci de la ville de Hudson pour qui "The French residents as a class object to vaccination"; un confrère de Worcester assure que "a great many foreigners (particularly French Canadians) and young children are unvaccinated"<sup>17</sup>.

Les officiers de santé de Lowell craignaient d'autant plus cette maladie que leur ville était journellement soumise aux arrivages d'immigrants en provenance du Québec. "We are continually in danger [écrit-on] of having smallpox brought here from Canada, owing to the constant arrival of French Canadians from places that are infected with the disease, and a very large proportion of these having never been vaccinated"<sup>18</sup>. Le Bureau de santé prépose alors le City Physician à la visite et à la vaccination de tous les membres des familles canadiennes-françaises non vaccinées. Dans son rapport le City Physician fournit un diagnostique "sociologique" de cette population: "a large portion of the number vaccinated were without care, poorly fed, scantily clothed, lived in over-crowded and illy-ventilated tenements subjected to all sorts of exposure which favor the development of diseases"<sup>19</sup>.

Comme les nouvelles faisaient régulièrement état de ce que la variole sévissait presque à l'état endémique à Montréal vers la fin des années 1870 (ce qui du reste était vrai<sup>20</sup>) on était persuadé en Nouvelle-Angleterre que "neglect of vaccination is proverbial among French Canadians"<sup>21</sup>.

Cette prétendue résistance à la vaccination doit être resituée dans son contexte. D'abord on doit rappeler que la vaccination anti-varioloque n'a jamais fait l'unanimité. Le *Boston Medical and Surgical Journal* rappelait en 1894 que "scarcely a year elapsed during the past ten years in which the opponents of compulsory vaccination have not petitioned to the Massachusetts legislature for a repeal of the existing laws"<sup>22</sup>. Nous ne croyons pas que l'on puisse parler ici d'un mouvement anti-vaccination. Cependant, il est fort difficile d'estimer le poids réel de cette opposition. Les principales revues médicales ne semblent pas avoir ouvert leurs pages aux tenants de ce courant. D'autres médecins notaient toutefois que "In every little community, in every rural school district, there will be found men who will rebel at any attempt at compulsory vaccination"<sup>23</sup>.

---

16. George Derby, *op. cit.*, p. 300.

17. *Ibid.*, pp. 301–302.

18. *ARBHCL*, (1880), pp. 5–6.

19. *Ibid.*, p. 6.

20. Voir *Rapport sur l'état sanitaire de la ville de Montréal*, (1914), p. 186. Celui-ci fait état de 2 549 morts par variole entre 1876 et 1880.

21. *ARSBHLCM*, (1885), p. 49.

22. "Anti-Vaccinism", *BMSJ*, 130 (avril 1894), p. 347.

23. John Crowell, "The Physician as a Popular Educator", *Medical Communications of the Massachusetts Medical Society*, (désormais *MCMMS*) 13 (juin 1884), p. 252.

Les études sur la question révèlent presque invariablement l'existence de populations réfractaires à la vaccination. Outre l'opposition des Montréalais lors de l'épidémie de 1885<sup>24</sup> l'historien Martin Kaufman fait allusion aux Allemands de New-York qui, au nom de leur foi "will meekly submit to an affliction from small-pox, and call it the "will of God"<sup>25</sup>. Judith W. Leavitt, qui a étudié d'une manière spéciale une épidémie variolique à Milwaukee en 1894 faisait état d'une émeute réunissant 3 000 immigrants polonais protestant contre la vaccination<sup>26</sup>. Contrairement à ce que pourrait laisser croire la littérature médicale du Massachusetts du dernier tiers du XIXe siècle, les Canadiens français ne furent pas les seuls à qui l'on ait reproché leur négligence à l'endroit de la vaccination; avant l'arrivée de ceux-ci à Lowell c'est à la communauté irlandaise que l'on adressait le blâme<sup>27</sup>.

### L'ÉPIDÉMIE VARIOLIQUE DE 1871 À LOWELL

Dans la seconde moitié du XIXe siècle la mortalité par variole semble en voie de disparition au Massachusetts. En effet, cet état enregistre des taux de mortalité variolique variant entre ,01 et 1 pour 10 000 de population entre 1866 et 1894 exception faite de l'année 1871 qui a vu une sévère épidémie s'abattre sur l'état. La ville de Lowell n'a pas été épargnée.

Le 9 février 1871, le maire Edward F. Sherman signale par la voix des journaux l'existence de quelques cas de variole sur les rues Mill et Chapel Hill. Les emplacements sont immédiatement désignés à l'aide de drapeaux rouges<sup>28</sup> comme l'ordonne une loi de l'état<sup>29</sup>. En avril, devant la multiplication constante des cas de variole, le City Physician invite la population à se prémunir contre la maladie en se faisant vacciner

The principal causes of this most loathsome disease and of its spread, seem to be a neglect of many people . . . to avail themselves of the protection offered to all by vaccination, together with the direful influence of the crowding together of large numbers into small and ill-ventilated houses, of impure air, uncleanliness, putrid water<sup>30</sup>.

24. Voir Martin Tétreault, "Les maladies de la misère: aspects de la santé publique à Montréal, 1880-1914", *RHAF*, 36 (mars 1983), pp. 516-517.

25. *New York City Board of Health, Fifth and Sixth Annual Reports, 1874-1875*, New York, 1876, p. 142 cité par Martin Kaufman, "The American Anti-Vaccinationists and Their Arguments", *Bulletin of History of Medicine*, (BHM), 41 (septembre-octobre 1967), p. 474.

26. Judith W. Leavitt, "Politics and Public Health: Smallpox in Milwaukee, 1894-1895", *BHM*, 50, (hiver 1976), p. 558.

27. John O. Green, "Small-pox in Lowell", *BMSJ*, 17, (décembre 1837), p. 325.

28. *Lowell Daily Citizen and News*, 9 février 1871.

29. Voir "Smallpox and Boards of Health", *BMSJ*, 87, (octobre 1872), p. 308.

30. *Lowell Daily Citizen and News*, 20 avril 1875.

Comme la variole refuse toujours de disparaître, en mai on redouble de vigilance dans les filatures. La plupart des contremaîtres ont reçu ordre de “not to take into their employ any person who has not been vaccinated recently, or who cannot give evidence of vaccination within five years”<sup>31</sup>.

Vers la fin du mois, le Board of Aldermen décide d’engager six médecins avec mandat de vacciner la population. Le 7 juin, les médecins auront opéré 8 292 vaccinations<sup>32</sup>. Rémunérés 25 ¢ de la vaccination, c’est l’occasion pour certains d’entre eux d’amasser un pécule plus qu’intéressant. Mais il semble que rien n’y fasse. À l’été à peu près tout le monde tire la même conclusion: c’est bien à une épidémie de variole que Lowell doit bel et bien faire face. Les esprits s’échauffent et les rumeurs vont bon train. Comme le soulignait un rédacteur du *Lowell Daily Citizen and News*, “if a doctor’s horse and carriage is seen at a door, the chances are that it is soon alleged that the disease [smallpox] is in that house”<sup>33</sup>.

Le 18 juillet, un Board of Health créé pour la circonstance, requiert de chaque médecin de la ville, de déclarer le nombre de cas de variole sous ses soins ainsi que les noms et adresses des victimes<sup>34</sup>. Comme la liste des morts s’allonge, la crainte se propage et comme l’avait très clairement signalé le secrétaire du State Board of Health en 1869, personne n’est à l’abri de la contagion: “a disease may overleap all barriers erected about our own dwellings and strike down those who may be living in fancied security” et l’auteur de poursuivre en caractères italiques: “Our own immunity from disease cannot be secured without looking after the safety of our less prosperous neighbors”<sup>35</sup>. Comme le rappellent B. Ehrenreich et D. English<sup>36</sup>, quand une maladie contagieuse fait rage dans une famille bourgeoise, on soupçonne d’abord les domestiques. Cette discrimination sociale peut bien souvent s’ajouter à une discrimination ethnique: à cette époque la fonction de domestique est principalement occupée par les Irlandaises. Le Bureau de santé de Lowell n’échappe pas à cette forme de discrimination lorsqu’il demande aux maîtresses de maison de limiter autant que possible les allées et venues de leurs domestiques: “As free communication and visiting between servants is believed to be a prolific source of contagion, that all householders and persons employing servants be recommended. . . to restrain them from visiting and mingling with other people during the prevalence of smallpox”<sup>37</sup>.

Devant la peur croissante de la population et les pétitions qui s’accumulent, le Conseil municipal décide, en septembre, de mettre sur pied un nouveau comité de santé avec un programme particulièrement énergique. On décide d’abord de vacciner toute

---

31. *Ibid.*, 5 mai 1871.

32. *Ibid.*, 7 juin 1871.

33. *Ibid.*, 18 juillet 1871.

34. *Ibid.*

35. George Derby, “The Prevention of Disease”, *ARSBHM*, (1869), p. 57.

36. B. Ehrenreich et D. English, *Complaints and Disorders. The Sexual Politics of Sickness*, (New York: The Feminist Press, 1973), p. 57.

37. *Lowell Daily Citizen and News*, 25 septembre 1871.

la population de la ville; tout chef de famille refusant de notifier un cas de variole dans sa famille se verra imposer une amende (exorbitante) de 100 \$; on ouvre également un hôpital temporaire afin d'accueillir les variolés, le "Pest House"; on retient les services de douze policiers "to prevent either ingress or egress to any house from which patients refuse to be removed"; on prend en outre des mesures pour fumiger les maisons où sévit la variole et l'on précise que les rues seront barricadées si nécessaire; on indique les maisons contaminées "by red flags by day and red lights by night"<sup>38</sup>. Enfin, le Conseil municipal vote une augmentation de salaire aux fossoyeurs municipaux<sup>39</sup>. C'est l'état de siège.

Vers la mi-octobre les nouveaux cas se font de plus en plus rares. À la fin du mois, l'épidémie est considérée enfin jugulée. L'épidémie aura fauché 177 personnes dont 145, soit 81 pour cent sont des immigrants et 78, soit 44 pour cent sont des enfants d'immigrants âgés de moins de 10 ans. Tableau 1.

Notons enfin, la virulence particulière de l'épidémie de 1871. La létalité varioleuse peut varier d'une épidémie à l'autre entre 1 et 30 pour cent<sup>40</sup>. C'est-à-dire que sur 100 cas par exemple, d'une à trente personnes peuvent mourir. Sur les 580 cas de l'épidémie de 1871<sup>41</sup>, 177 disions-nous y trouvèrent la mort, ce qui équivaut à une létalité, très élevée, de 31 pour cent.

## L'ÉPIDÉMIE APPRÉHENDÉE DE 1885

On sait que la variole ne connaît pas de frontière et peut se propager avec une très grande célérité. Nous l'avons vu, toute apparition de cette maladie soulève la crainte parmi les populations en contact direct avec le milieu affecté. Aussi, parallèlement à l'émigration croissante des Canadiens français vers les états de la Nouvelle-Angleterre et à la présence de la variole dans plusieurs localités de la Province de Québec, plusieurs états américains, dont le Massachusetts dès 1881, sonnèrent l'alarme. Vu la gravité et le caractère "international" en quelque sorte de la question, le débat se portera rapidement sur la scène fédérale américaine.

Après avoir constaté que l'apparition de la variole en 1880 et 1881 dans les villes de Fall River, Salem, Holyoke ou Adams, était presque toujours associée à l'arrivée de Canadiens français déjà contaminés par la maladie, le docteur H.P. Walcott, secrétaire du Massachusetts State Board of Health écrit à John D. Long, gouverneur de l'état que "Those people [les victimes de la variole] without exception . . . are from the Dominion of Canada, coming to this State, to obtain work in our factories. . . .

38. *Ibid.*, 19 septembre 1871.

39. *Ibid.*, 13 septembre 1871.

40. Milton Rosenau, (dir.), *Preventive Medicine and Hygiene*, (New York: D. Appleton, 1940), p. 25.

41. Voir D.H. Hurd, (comp.), *History of Middlesex County Massachusetts With Biographical Sketches of Many of its Pioneers and Prominent Men*, (Philadelphie, J.W. Lewis, 1890), vol 2 p. 39.



**Tableau 1**  
**Mortalité variolique par groupe d'âge**  
**Lowell, Massachusetts, 1871**

		-5 ans	5-10	10-15	15-20	20-30	30-40	40-50	50-60	60-70	Total
Américains	M	3	—	1	—	5	4	—	—	1	14
	F	3	1	—	3	4	—	—	—	1	12
Immigrants	M	34	7	4	7	16	5	—	3	—	76
	F	25	12	7	10	11	2	—	1	1	69
Mère ou père immigrant	M	2	—	—	—	1	—	—	—	—	3
	F	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
<hr/>											
177											

SOURCE: Commonwealth of Massachusetts, Office of the Secretary, *Thirtieth Report to the Legislature of Massachusetts Relating to the Registry and Return of Births, Marriages and Deaths in the Commonwealth, . . .* 1871, p. 60.

## IMMIGRATION ET SANTÉ PUBLIQUE

Outbreaks of this disease... within the last year or two, have also been almost exclusively among persons recently arrived from the Dominion of Canada”<sup>42</sup>. Le gouverneur Long transmet cette missive à Washington, au Secretary of State, James G. Blaine.

Dans une lettre en date du 26 mai 1881, James G. Blaine écrivait au chargé des affaires canadiennes, en poste à Washington:

I am informed by the Governor of the State of Massachusetts that small-pox appeared in the town of Adams in that State, about seven weeks ago, in the person of a young French Canadian woman; since which time forty-nine persons have contracted the disease, of whom nine have died and others are not expected to recover. All those affected are reported to be, without exception, from the Dominion of Canada. Twenty-four of them have become a charge upon the charities of the State. Within the past two years similar outbreaks of small-pox have occurred in Fall River, Salem, Holyoke and Williamsburg; the sufferers being almost exclusively persons recently arrived from Canada....

The subject cannot be but one of grave interest to the authorities of the Dominion, inasmuch as the Canadian communities must be at least as much exposed to the calamitous outbreak of small-pox as are the American communities visited by Canadian immigrants; and it behoves them to see that the Dominion laws are adequate for domestic protection, and strictly enforced.

Sinon: “It may become necessary for this government to consider the propriety of adopting measures of self-defence, such as the compulsory examination of Canadian immigrants at the frontier, or some equally inconvenient and restrictive step”<sup>43</sup>. Du côté canadien, on rappelle au Secrétaire d'état américain qu'il est difficile pour le Canada de faire davantage d'autant plus que la variole est souvent amenée au Canada du Royaume-Uni, de l'Europe et même des États-Unis: “complaints... have occurred in the Province of Quebec, of small-pox brought there from the United States. The Dominion Government will be unable to do anything in addition to the present precautionary measures taken to prevent the recurrence of cases of small-pox being sometimes conveyed to the United States, and vice versa”<sup>44</sup>.

À l'été de 1885 la variole prend soudainement les proportions d'une épidémie au Québec, et à Montréal tout particulièrement. Comme plusieurs états du nord-est des États-Unis sont reliés à la Province par un réseau de plusieurs lignes de chemin de fer, on craint que l'épidémie ne se propage à la grandeur de la Nouvelle-Angleterre. Parce qu'il partage sa frontière nord avec le Québec, l'état du New Hampshire est le premier état à réagir. Cet état organisera en quelque sorte, conjointement avec le gouvernement fédéral américain, la protection des états de la Nouvelle-Angleterre. Il importe de s'y arrêter.

---

42. H.P. Walcott à J.D. Long, S.D., *ARSBHLCM*, (1881), p. LIV.

43. James J. Blaine à Sir E. Thornton, 26 mai 1881, *ARSBHLCM*, (1881), p. LVI-LVII.

44. Victor Drummond à James G. Blaine, 29 octobre 1881, *ARSBHLCM*, (1881), p. LVI.

Le 19 août 1885, Irving A. Watson, secrétaire du New Hampshire State Board of Health, convoque les présidents des principales compagnies de chemin de fer qui sillonnent l'état. D'une part, le Bureau de santé veut stopper la marche de l'épidémie, mais "at the same time not to interfere with the commercial or travelling relations of the public over our railways"<sup>45</sup>. Watson réunit donc le 25 août au State House les présidents du Grand Trunk, du Southeastern, du Central Vermont et de la Northern Division of the Boston and Lowell Railway afin de discuter des mesures à adopter pour protéger leurs intérêts ainsi que ceux de la population.

Il est alors résolu de demander au consul général américain en poste à Montréal des comptes rendus périodiques de l'évolution de l'épidémie. Trois jours plus tard, le directeur du Grand Trunk invite le président du Central Vermont Railway ainsi que les membres du State Board of Health du New Hampshire à participer, au bureau du consul général américain à Montréal, à une réunion de médecins canadiens et américains concernant l'épidémie<sup>46</sup>. Outre les présidents ci-haut mentionnés, participaient à la rencontre les représentants de toutes les compagnies de chemin de fer directement reliées à Montréal ainsi que les représentants de deux compagnies de navigation.

De leurs discussions ressortent l'évidente incapacité du Bureau de santé de Montréal de contrôler l'épidémie et "the lack of any organized authority sufficiently well armed to meet the emergency"<sup>47</sup>. Il fut alors résolu

que le Bureau de santé de Montréal procède à l'engagement d'un nombre suffisant d'officiers de santé afin de procéder à l'inspection de tous les passagers en partance de Montréal, par train et par bateau, afin d'interdire le départ de toute personne atteinte de variole;

que le gouvernement municipal de Montréal coopère immédiatement avec le gouvernement de la Province, et si nécessaire avec le pouvoir fédéral dans la lutte contre l'épidémie;

que les compagnies de transport voient à ce que tous leurs employés désignés au transport des voyageurs et des bagages soient vaccinés;

que l'on demande à tous les médecins de la ville, par la voix des journaux, de fournir un certificat de non-contagiosité à tous leurs patients désireux de voyager par train ou par bateau;

que les présentes résolutions soient publiées par le Bureau de santé de Montréal dans tous les journaux de la ville<sup>48</sup>.

On informe l'assemblée que plusieurs manufacturiers montréalais se sont regroupés en association afin d'engager un médecin pour vacciner tous les employés ainsi que les membres de leurs familles. On y apprend également que le gouvernement de l'Ontario

45. Irving A. Watson à Edwin Morey, 19 août 1885, *Annual Report of the New Hampshire State Board of Health*, (désormais *ARNHSBH*), 1886, p. 99.

46. J. Stephenson à I.A. Watson, 28 août 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 100.

47. *Ibid.*

48. *Ibid.*

menace d'arrêter à sa frontière tous les wagons en provenance de Montréal et de transférer les passagers dans d'autres trains à moins d'ententes satisfaisantes entre le Bureau de santé de Montréal et le gouvernement de l'Ontario. Des lettres circulaires lues lors de cette réunion révèlent que les états du Vermont, du New Hampshire et du Michigan menaçaient d'adopter les mêmes mesures préventives.

Le comité fit diligence. On choisit sur le champ des délégués afin qu'ils aillent, l'après-midi même, présenter les résolutions ci-haut mentionnées, à une session du Conseil de ville. On presse également le gouvernement municipal de Montréal de demander au pouvoir fédéral la création d'un Bureau de santé "which would have almost unlimited powers and be possessed of ample funds to successfully inaugurate and carry out measures for the control of the epidemic"<sup>49</sup>. L'échevin Gray assure les délégués que le Conseil municipal réclamera d'urgence au gouvernement provincial la création d'un Bureau de santé et que tous les trains en partance de Montréal feront l'objet d'une inspection sanitaire avant leur départ.

Une semaine plus tard, le président et le secrétaire du State Board of Health du New Hampshire font rapport de leur visite à Montréal à W.P. Dunwoody, secrétaire du National Board of Health à Washington: l'épidémie perdue à Montréal. Ils font leurs les explications trouvées dans la presse canadienne-anglaise.

1. The bigoted opposition of a certain class of French Canadians to vaccination, and an abandon to the disease that borders upon fatalism. . . . they seem to be wholly indifferent or else are opposed to any measures of prevention. . . . In those districts outside Montreal, which are under the control of the French no efforts are made to prevent the spread of the disease. The municipality of St-Jean-Baptiste, adjoining the city, is severely infected with the disease. . . . The people of this village go daily into Montreal to labor in the factories and elsewhere.
2. The health department of Montreal is unable to handle the epidemic; and this is due largely to the fact that the French last year obtained a majority in the city council and still hold it. . . . The evil results of the French supremacy in Montreal extend to all its departments. Even the recorder's court, before which cases were brought on complaint of tearing down the placards "small-pox" which the health officer had placed upon infected houses. . . in all such cases. . . suspended judgment and allowed the defendent to go at large<sup>50</sup>.

D'autre part, le secrétaire du New Hampshire State Board of Health se réjouissait de constater que la ville de Montréal avait retenu les services de quatre inspecteurs médicaux pour examiner tous les voyageurs quittant la ville et que le gouvernement provincial venait de mettre sur pied un Bureau de santé (le Conseil Supérieur d'hygiène de la Province de Québec). Enfin, les rédacteurs du rapport demandent l'intervention immédiate de Washington parce que ". . . it is our opinion that the Canadian authorities cannot handle the epidemic within their own borders, much less serve us in any marked degree in keeping disease out of the New England States. As interstate international

---

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*, p. 103.

commerce can only be regulated by the national government, we believe it to be the duty of the latter to take immediate action in the matter"<sup>51</sup>.

Par crainte de voir l'épidémie montréalaise se propager sur son territoire, le Bureau de santé du New Hampshire fait parvenir, le 5 septembre, à tous les médecins de l'état, une lettre circulaire leur intimant de signifier, par télégraphe, l'existence éventuelle de cas de variole et d'aviser également les autorités sanitaires de leur localité. On leur demande également de voir à ce que les victimes soient isolées et de vacciner également toutes les personnes entrées en contact avec la victime. Enfin, on invite les médecins à "awaken among the people an interest in vaccination, especially in manufacturing towns where Canadian labor is employed, as only by through vaccination can any community be safe from the ravages of this loathsome disease"<sup>52</sup>.

Le même jour, le secrétaire du State Board of Health du New Hampshire écrivait à tous les directeurs de compagnies de chemin de fer dont les wagons traversaient l'état, de faire vacciner sans délai, et sans égard à une première vaccination, tous leurs employés affectés au transport des voyageurs et des marchandises<sup>53</sup>, le Bureau de santé s'offrant de procéder à la vaccination. Quelques jours plus tard, les compagnies de chemin de fer ordonnaient à tous leurs employés de se faire vacciner<sup>54</sup>.

Le 7 septembre, au plus fort de l'épidémie, après avoir rappelé que les Canadiens français étaient généralement réfractaires à la vaccination, Irving Watson recommandait à tous les directeurs de Bureaux de santé municipaux de l'état de voir à ce que toute la population se fasse vacciner<sup>55</sup>. Tous les "school committees" et les "boards of education" de l'état "especially . . . of any place where Canadian labor is employed, as in manufacturing establishments, lumber business, . . . should require the vaccination of all pupils attending the public schools, without delay"<sup>56</sup>. La même lettre recommandait aux autorités municipales d'organiser des centres d'accueil afin d'isoler les variolés, de vacciner gratuitement les pauvres et enfin: "as far as possible to discourage for the present all travel between their respective localities and Canada"<sup>57</sup>. Le secrétaire Watson signalait au maire particulièrement inquiet de la ville de Gorham que l'opposition probable des Canadiens français à la vaccination "can be overcome by securing the cooperation of the priest in their work"<sup>58</sup>.

---

51. *Ibid.*, pp. 103–104.

52. *Ibid.*, p. 104.

53. Irving Watson aux Railway Managers and Superintendants, 5 septembre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 105.

54. *Ibid.*, p. 105.

55. Irving Watson aux Boards of Health, 7 septembre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 106.

56. Irving Watson aux Town, City and School Authorities, 9 septembre 1885, *ARNHSBH*, (1886), 107.

57. *Ibid.*, p. 108.

58. Irving Watson à A.S. Twitchell, 17 septembre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 109.

Deux semaines plus tard, comme rien ne laissait présager une accalmie de l'épidémie montréalaise, les gouverneurs des états du New Hampshire, du Massachusetts, du Maine ainsi que du Vermont écrivent au Secrétaire d'État et au Secrétaire au Trésor à Washington leur demandant de nommer des inspecteurs médicaux afin d'endiguer l'épidémie à la frontière<sup>59</sup>. Washington mandate, le 25 septembre, le "Surgeon" du U.S. Marine Hospital Service d'organiser l'inspection médicale à la frontière canado-américaine<sup>60</sup>. Les instructions sont formelles: "All persons bound for the United States, coming from Montreal, or other places in Canada where small-pox prevails, must produce satisfactory evidence to the inspector that they are protected by a recent vaccination, or submit to this operation before they are allowed to cross the boundary line"<sup>61</sup>. Comme preuve d'immunité on acceptait les cicatrices varioliques au visage ou la marque post-vaccinatoire.

À croire les officiers du Bureau de santé du New Hampshire, le service d'inspection mis sur pied par le gouvernement fédéral s'avérait improvisé et à peu près inefficace. Le secrétaire I. Watson écrivait au "Surgeon" que "our inspections thus far reveal some defects in the work of your inspectors. . . . We have found no evidence of revaccination by your inspectors, if the individual had ever been vaccinated, notwithstanding the vaccination may have been performed many years ago"<sup>62</sup>. Quant au président du Bureau de santé du New Hampshire, il est encore plus critique sur l'efficacité du contrôle sanitaire. Le 5 octobre il écrivait au "Surgeon" H.W. Austin: "As your inspectors did not give the passengers anything by which he could prove that he had been properly inspected, your work was nil, so far as the public was concerned, and they demanded some measures be taken that were tangible"<sup>63</sup>.

C'est ainsi qu'en octobre 1885, le gouverneur du New Hampshire, assisté du secrétaire du State Board of Health, décident d'établir eux-mêmes un système d'inspection médicale des chemins de fer afin de protéger les centres manufacturiers où affluaient la main-d'œuvre canadienne-française. Un médecin est mandaté afin d'inspecter tous les voyageurs et tous les bagages en provenance du Canada<sup>64</sup>. "The inspector must issue to all persons coming from Canada, whether destined to points in New Hampshire or elsewhere, the railway inspection ticket"<sup>65</sup>. Ce billet recélait un

59. Voir *ARNHSBH*, (1886), pp. 111–112.

60. Aux différents points où les lignes de chemin de fer traversaient la frontière: Le Grand Trunc à Rouse's Point N.Y. et à Island Pond, Vermont; Passumbic Railroad à Newport, Vermont; le Central Vermont Railroad à Highgate Spring et à St-Alban's; le Canada à Rouse's Point et le Southeastern Railroad à Ritchoy, Vermont; voir *ARNHSBH*, (1886), p. 118.

61. *Ibid.*, p. 118.

62. Irving Watson à H.W. Austin, 3 octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 116.

63. G.P. Conn à H.W. Austin, 5 octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 120.

64. Voir les lettres patentes de la commission en date du 1<sup>er</sup> Octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 112.

65. *Ibid.*, p. 113.

code selon lequel il était possible de savoir si le voyageur: A, provenait de Montréal ou d'une autre localité contaminée par la variole; B, impossibilité de connaître le lieu de provenance; C, le passager vient d'une ville non contaminée; D, passager récemment vacciné; E, passager a une cicatrice post-vaccinatoire à l'épaule; F, bagages ont été enregistrés. L'inspecteur médical poinçonnait selon le cas les lettres de la fiche en fonction des renseignements obtenus. On remettait ensuite le billet au voyageur en lui enjoignant de le conserver. Il était d'ailleurs écrit sur ce billet, en français: "Ce billet doit être retenu par la personne, [à qui] il est donné, à moins qu'un officier de santé vous le prenne à destination du voyage. Ce billet exemptera au porteur [le] déplaisir d'une inspection non nécessaire (sic)"<sup>66</sup>. Les officiers et inspecteurs médicaux de toutes les villes de la Nouvelle-Angleterre ayant au moins 5 000 de population connaissaient la clef de ce code. Le secrétaire I. Watson se félicitait de l'ingéniosité de son système, ainsi "The person receiving the ticket, not knowing what the punch mark means, think it a "clean bill of health" hence retains it for his "passport" when he is asked for his inspection certificate"<sup>67</sup>.

Forts de ces renseignements, les officiers de santé de tous les Bureaux de santé par toute la Nouvelle-Angleterre pouvaient ainsi décider sans délai de procéder à la vaccination ou bien de fumiger les bagages. Mais ici aussi un clivage social s'impose. Tous les bagages ne sont pas inspectés avec la même vigilance. I. Watson recommandait que "among the laboring classes there is no way to make any distinction as regards fumigation, . . . except, perhaps, that of pleasure travellers and business men, who would not, probably visit an infected district, . . ."<sup>68</sup>. Le destinataire de la précédente lettre reconnaissait que

The laboring classes are especially inspected. . . Persons who occupy [on the train] two or three seats, with "big box, little box, bundles, etc.", never fail to get full attention. Their odor tells you that they need it, with emanations from their bodies so dense at times, as to make the lamp-lights appear a mere flicker, comparatively. The baggage of this class, trunks, boxes etc., receives 24 hour's fumigation, . . . never less than 12<sup>69</sup>.

Devant le peu de succès de leur travail, les inspecteurs médicaux du U.S. Marine Hospital Service, décident, le 31 octobre 1885, de resserrer l'inspection sanitaire à la frontière: désormais, tous les bagages seront fumigés et tous les voyageurs devront obtenir un laissez-passer d'un inspecteur médical du U.S. Marine Hospital Service,

---

66. Voir le spécimen d'une fiche "Railway Inspection Service. State Board of Health", *ARNHSBH*, (1886), p. 114.

67. Irving Watson aux Boards of Health de l'état, 5 octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), pp. 120-121.

68. Irving Watson à H.P. Hall (inspecteur sanitaire du U.S. Marine Hospital Service à St-Alban, Vermont), 19 octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 129.

69. H.P. Hall à Irving Watson, 20 octobre 1885, *ARNHSBH*, (1886), p. 130.

pour traverser la frontière. En novembre enfin, alors que Montréal parvient petit à petit à enrayer l'épidémie, le taux d'attaque de la variole commence à chuter<sup>70</sup>.

À cause de sa forte proportion d'immigrants canadiens-français, l'état du Massachusetts se sentait particulièrement menacé. Les rédacteurs du *Boston Medical and Surgical Journal* sont outrés devant la prétendue négligence des Canadiens français devant la vaccination et leur attribue également l'origine d'à peu près toutes les apparitions de variole dans l'état

the French Canadians, among whom, ignorance and neglect of the first principles of sanitation are common traits of character. That portion of their number which annually swells the tide of emigration across the border is not above the average in the same characteristics. Hence it follows, in consequence of direct communication with the Dominion of Canada by several lines of railroad travel, that many of the localized outbreaks of smallpox in Massachusetts in the past decade may be traced directly to the French Canadian immigrant... Holyoke, in 1883; Holden, 1884; Spencer, 1873 and Fall River, 1885<sup>71</sup>.

Cette même revue médicale n'hésitait pas à rappeler "the vicious ill-feeling of the French toward the English population, indicate that it is necessary that our communities should be prepared for a somewhat prolonged period of possible invasion"<sup>72</sup>.

Comme la ville de Lowell comptait une forte population d'origine canadienne-française et qu'elle était directement reliée à Montréal par le chemin de fer, les Lowelllois se trouvaient soudainement rapprochés du foyer même de l'épidémie. Les journaux de Lowell parlent de "palpable dread" parmi la population<sup>73</sup>. Les habitants de la ville sont d'autant plus inquiets que le mouvement migratoire saisonnier des Canadiens français atteint son apogée alors que l'épidémie montréalaise est à son plus fort.

---

70. New York, un autre état américain à partager sa frontière nord avec le Québec a également organisé un plan de protection contre la variole en instituant la vaccination obligatoire des passagers en provenance de Montréal. Conjointement avec le service d'aide du U.S. Marine Hospital Service, qui veillait à l'inspection des wagons ainsi que des ports d'accès à l'état par les Grands Lacs, le New York State Board of Health organise un réseau de correspondance et d'information entre tous les directeurs des Boards of Health locaux et leur distribue de la vaccine du New York City Health Department. L'état en sera quitte pour 33 morts, voir *New York State Board of Health Annual Report*, vol 6 (1886), pp. 49–55. Le Vermont qui n'a pas de State Board of Health en 1885 en créera un l'année suivante. Jusqu'au gouverneur de l'état du Michigan qui demande l'aide de Washington afin d'établir un service d'inspection sanitaire aux deux points de jonction entre le Michigan et le Canada (Détroit et Port Huron); voir Earl E. Kleinschmidt, "Prevention and Control of Communicable Diseases in Early Michigan", *Bulletin of History of Medicine*, 16, (juin 1944), p. 37.

71. "Smallpox in Canada and Massachusetts", *BMSJ*, 113, (septembre 1885), p. 260.

72. "Inspection Against Small-pox on the Canadian Frontier", *BMSJ*, 113, (octobre 1885), p. 354.

73. *Lowell Daily Citizen*, 7 septembre 1885.



Le *Lowell Daily Citizen* faisait état de ce que plusieurs cultivateurs canadiens-français, propriétaires de petites fermes au Canada, venaient travailler pour la saison d'hiver dans les moulins de Lowell: "The hegira (sic) from the provinces usually commences in September and reaches its climax in November"<sup>74</sup>. La peur est d'autant plus grande que l'on est seulement au mois de novembre et que l'incidence mensuelle de la mortalité par variole tend nettement à s'accroître pendant les mois d'hiver.

C'est dans ce climat d'épidémie appréhendée du fait que "... there is probably no city in New England more intimately connected with Montreal by direct personal intercourse than our own..."<sup>75</sup>, que le Bureau de santé de Lowell s'empresse d'ouvrir un bureau de vaccination dans le quartier "Little Canada". Un inspecteur est spécialement chargé de visiter tout le quartier en obligeant toute personne non vaccinée à se présenter au bureau de vaccination<sup>76</sup>. Enfin, les instituteurs de la ville devaient refuser l'admission dans leurs salles de classe tout enfant non muni d'un certificat de vaccination<sup>77</sup>.

Le contrôle sanitaire à la frontière canado-américaine, la fumigation des bagages et la vaccination des voyageurs ont finalement protégé les états de la Nouvelle-Angleterre contre la variole. Les politiques de vaccination obligatoire ont finalement eu raison de l'épidémie. Vers la fin de l'année 1885, le directeur du Bureau de santé de Lowell soufflait d'aise de constater qu'il n'y avait eu que 4 cas de variole, non fatals, malgré le fait que Lowell était soumise aux arrivages quotidiens d'immigrants canadiens<sup>78</sup>.

---

74. *Ibid.*, 10 septembre 1885.

75. *ARBHCL*, (1885), p. 5.

76. *Ibid.*, p. 6.

77. *Ibid.*

78. *Ibid.*, pp. 7-8.